



2019

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

Séance du Conseil municipal du 24 janvier 2019

PARTIE I – LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2019 DE LA VILLE

I L'EVOLUTION DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

A – La fiscalité

1. La fiscalité des 3 taxes
2. L'attribution de compensation reçue de Mayenne Communauté
3. La solidarité reçue de Mayenne Communauté
4. Les impôts indirects
5. La taxe de crémation
6. Le versement transport

B – L'Evolution des dotations et participations

1. La DGF
2. Les subventions
3. Les allocations compensatrices
4. Les dotations DSU DSR DNP

C – L'Evolution des autres recettes de fonctionnement

1. Les produits d'exploitation
2. Les produits domaniaux

D – Synthèse des recettes réelles de fonctionnement 2019

II L'EVOLUTION DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

A – Les charges à caractère général

B – Les charges de personnel

C – Les subventions et autres charges de gestion courante

D – Les intérêts de la dette

E – Synthèse des dépenses réelles de fonctionnement

F - Risque encouru par un satellite de la Ville

PARTIE II– LES ORIENTATIONS : ANALYSE PROSPECTIVE DE LA VILLE

I L' évolution des dépenses et des effectifs

A – Les effectifs de la Ville

B – L'évolution des dépenses de personnel

C – Le temps de travail

II L'enseignement de la prospective

A – Les épargnes

B – L'investissement

C – L'endettement

D – Le profil d'extinction de la dette

PARTIE III – L' EVOLUTION DES BUDGETS ANNEXES DE LA VILLE

A – Le budget annexe des Pompes Funèbres

B – Le budget annexe du Crématorium

C – Le budget annexe de l'Eau et de l'assainissement

PARTIE I – LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES DE LA VILLE DE MAYENNE

De la maîtrise du budget de fonctionnement, et donc de l'épargne nette dégagée, dépend la capacité à investir de la Ville.

Il est donc important d'analyser en détail l'évolution des recettes et des dépenses de fonctionnement pour mieux appréhender les épargnes, la dette et la capacité à investir de la Ville.

I L'EVOLUTION DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

A / LA FISCALITE

A 1 La fiscalité des 3 taxes (chapitre 73 des impôts et taxes)

La loi de finances pour 2018 a prévu le dégrèvement de taxe d'habitation de 2018 à 2020 pour 80% des foyers au titre de leur résidence principale.

Jusqu'en 2020, cette mesure n'a pas d'incidence financière pour le budget de la Ville.

En effet, s'agissant d'un dégrèvement, l'Etat prend en charge la partie du produit de TH faisant l'objet d'un dégrèvement soit 30% en 2018, 65% en 2019 et 100% en 2020.

Cette prise en charge par l'Etat se fait dans la limite des taux et des abattements en vigueur en 2017.

Les éventuelles augmentations de taux et diminutions ou suppressions d'abattements sont supportées par les contribuables.

Pour 2021 et les années suivantes, aucune décision officielle n'est prise pour compenser la suppression de la taxe d'habitation décidée par la loi de finances pour 2018. Celle-ci doit intervenir au cours de l'année 2019 avec une loi de refonte de la fiscalité locale après le grand débat national.

Toutefois, pour les Communes, il semblerait qu'on s'achemine vers une compensation au moyen d'un transfert de la part départementale de la taxe foncière à elles seules.

Evolution des bases fiscales

Depuis la loi de finances pour 2018, le coefficient de revalorisation forfaitaire des valeurs locatives relève d'un calcul et non plus d'une fixation par amendement parlementaire et inscription dans la loi de finances. Le calcul du coefficient est basé sur l'indice des prix à la consommation harmonisé.

Ainsi, le coefficient de revalorisation de 2019 s'établit à **2.2%**.

Celui-ci concerne uniquement les locaux d'habitation.

La prospective prévoit l'évolution suivante des bases d'imposition de 2019 à 2021 intégrant d'une part, cette revalorisation de 2.2% pour les locaux d'habitation et d'autre part, une évolution physique :

	2019	2020	2021
Taxe d'Habitation	2,70%	2,70%	2,70%
Foncier Bâti	1,70%	1,70%	1,70%
Foncier Non Bâti	1,80%	1,80%	1,80%

Les bases des locaux d'habitation représentent à peine 60% du total des bases de foncier bâti donc seules 60% de ces bases bénéficieront de la revalorisation de 2.2% de 2019.

A partir de 2019, les bases d'imposition de foncier bâti des locaux à usage professionnel et commercial sont désormais revalorisées selon une mise à jour annuelle des tarifs en fonction de la catégorie et du secteur auxquels appartiennent ces locaux conformément à la réforme des valeurs locatives des locaux professionnels. A noter que cette catégorie de locaux représente environ 22% des bases totales de taxe foncière de la Ville.

A noter que les locaux dénommés « établissements industriels » représentant environ 18% des bases de foncier bâti ne sont pas concernés par la réforme des locaux professionnels. La valeur locative de ces établissements est déterminée selon la méthode comptable appliquée aux immobilisations figurant à l'actif du bilan.

Maintien des 3 taux de TH, TFB et TFNB de 2019 à 2021 :

Taxe habitation : 13.04%

Taxe Foncière bâti : 19.62%

Taxe Foncière non bâti : 41.20%

Evolution du produit fiscal

ESTIMATION PRODUIT FISCAL DE 2019 A 2021 (Taux constants)											
	Produit 2016 définitif	Bases définitives 2017	Produit 2017 définitif	Bases définitives 2018	Produit 2018 définitif	Bases estimées 2019	Produit 2019 estimé	Bases estimées 2020	Produit 2020 estimé	Bases estimées 2021	Produit 2021 estimé
Taxe d'Habitation	2 405 834	18 583 819	2 423 330	18 706 580	2 439 338	19 211 657	2 505 200	19 730 372	2 572 841	20 263 092	2 642 307
Foncier Bâti	3 812 028	19 482 482	3 822 463	19 822 304	3 889 136	20 159 283	3 955 251	20 501 991	4 022 491	20 850 525	4 090 873
Foncier Non Bâti	52 483	130 869	53 918	135 539	55 842	137 979	56 847	140 462	57 870	142 990	58 912
TOTAL	6 270 345		6 299 711		6 384 316		6 517 299		6 653 202		6 792 092
Evolution N / N-1			0,47%		1,34%		2,08%		2,09%		2,09%
Rappel revalorisation des bases décidée par l'Etat		0,40%		1,24%		2,20%					

A 2 – L'attribution de compensation reçue de Mayenne Communauté (chapitre 73 des impôts et taxes)

La CLECT (Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées) du 18 juin 2018 a évalué les charges et recettes transférées en lien avec le transfert de l'exploitation des piscines à Mayenne Communauté. Le transfert ayant eu lieu le 10 février 2018, la minoration de l'attribution de compensation a été proratisée en 2018.

La CLECT a prévu qu'à partir de 2019, la minoration de l'attribution de compensation s'appliquera pour une année entière au titre de ce transfert.

L'attribution de compensation prévisionnelle de 2019 est ainsi ramenée de 4 612 455 € à **4 563 452 €**.

Dans la prospective, ce montant est reconduit en 2020 et 2021 étant donné que de nouveaux transferts de compétences ne sont pas actuellement actés.

A 3 – La solidarité reçue de Mayenne Communauté via le FPIC (chapitre 73 des impôts et taxes)

Depuis 2016, la Ville perçoit désormais une partie du fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) destiné au territoire de Mayenne Communauté (MC et ses Communes membres).

Le versement du FPIC remplace la Dotation de Solidarité Communautaire (DSC) versée jusqu'en 2015 par la CCPM.

Dans la prospective, une répartition selon le droit commun est prévue de 2019 à 2021 comme de 2016 à 2018.

Compte tenu des évolutions aléatoires des 3 dernières années, le montant perçu en 2018 de 159 683 € est reconduit de 2019 à 2021.

	Répartition de droit commun					
	2016	2017	2018	Estimation 2019	Estimation 2020	Estimation 2021
Perception du FPIC	179 817	150 930	159 683	159 683	159 683	159 683
Contribution au FPIC	0	27 825	44 699	44 700	44 700	44 700
Solde du FPIC	179 817	123 105	114 984	114 983	114 983	114 983

A 4 – Les impôts indirects (chapitre 73 des impôts et taxes)

	Estimations					
	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Droits de stationnement et de voirie	22 450	21 845	24 026	24 000	24 000	24 000
Taxe sur la consommation finale d'électricité	321 236	313 296	303 032	303 000	303 000	303 000
Taxe locale sur les emplacements publicitaires (TLPE) (*)	160 749	137 908	88 211	110 000	110 000	110 000
Taxe additionnelle sur les droits de mutation	302 011	278 662	270 053	270 000	270 000	270 000
TOTAL	806 446	751 711	685 322	707 000	707 000	707 000

(*) Pour 2019, le montant de TLPE est évalué à partir d'une moyenne des 3 dernières années, le montant de 2018 étant anormalement faible à cause d'une surestimation d'un rattachement en 2017.

A 5 – La taxe de crémation (chapitre 73 des impôts et taxes)

En raison de la hausse de tarif de 30 € en 2017, la taxe perçue a progressé de 44 %.

En 2018, une nouvelle hausse de plus de 18% est constatée avec la progression constante du nombre de crémations.

En 2019, un montant identique à 2018 est prévue puis une baisse de 50 % en 2020 est envisagée avec l'ouverture du crématorium de Laval début 2020.

	Taxe crémation					
	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Montant	52 933	76 291	90 480	90 000	45 000	45 000
Evolution		44,13%	18,60%	-0,53%	-50,00%	0,00%

A 6 – Le versement transport (chapitre 73 des impôts et taxes)

Par délibération du 21 septembre 2017, le conseil municipal a décidé d'instaurer le versement transport à compter du 1^{er} janvier 2018 avec un taux fixé à 0.10% de la masse salariale.

Une seconde délibération du 19 avril 2018 a porté le taux à 0.20% à compter du 1^{er} juillet 2018.

Une recette de 218 536 € avait été envisagée au BP 2018, la Ville a effectivement perçu 183 005 €.
 Pour les années 2019 à 2021, un produit de 230 000 € est estimé avec un taux à 0.20 % sur 12 mois.

Au total, l'estimation du chapitre 73 des impôts et taxes en 2019 s'élève à 12 267 433 €

B/ EVOLUTION DES DOTATIONS ET PARTICIPATIONS (chapitre 74)

B 1 – La DGF

Depuis la loi de finances pour 2018, les collectivités ne vont plus contribuer au redressement des finances publiques de la même façon qu'entre 2014 et 2017.

Désormais, l'Etat veut contraindre les collectivités à diminuer la progression de leurs dépenses plafonnées à 1.2% y compris l'inflation, chaque année de 2018 à 2022 pour le budget principal.

Le souhait de l'Etat est d'économiser 13 milliards d'euros en 5 ans pour atteindre les objectifs de réduction du déficit public. En 2018, des contrats ont été signés entre l'Etat et 70% des 322 collectivités dont les dépenses réelles de fonctionnement dépassaient 60 M € en 2016 au budget général.

Un système de bonus-malus sera appliqué en fonction de l'écart entre le réalisé dès 2018 et l'objectif à atteindre.

Si la collectivité a signé un contrat, la « reprise financière » sera égale à 75% de l'écart constaté.

Si la collectivité n'a pas signé un contrat, la « reprise financière » sera égale à 100% de l'écart constaté.

Dans les 2 cas, la « reprise financière » est limitée à 2% des recettes réelles de fonctionnement du budget principal.

La Ville de Mayenne ne rentrait pas dans l'obligation de signer un contrat.

La Ville de Mayenne va subir en 2019 une nouvelle baisse de sa dotation forfaitaire (part principale de la DGF) pour les 2 raisons suivantes :

- Les Communes dont le potentiel fiscal par habitant est supérieur à 75% du potentiel fiscal moyen subissent un **écrêtement**.
 Depuis 2017, l'écèlement est plafonné à 1% des recettes réelles de fonctionnement retraitées de l'année N-2.
 En 2018, la Ville a subi un écrêtement de **45 456 €**.
 De 2019 à 2021, on prévoit un écrêtement annuel du même ordre de **45 000 €**.

- L'**évolution de la population** entre 2018 et 2019 avec la référence respective des recensements de 2015 et 2016 engendre une diminution ou une hausse de la dotation forfaitaire selon que la population ait baissé ou augmenté.

En 2018, la Ville a subi à ce titre une baisse de **19 474 €**.

Pour 2019, on prévoit de nouveau une amputation de la dotation forfaitaire d'environ **26 600 €** vu la perte de 333 habitants selon le recensement au 1^{er} janvier 2016. Ensuite, une baisse moins importante de dotation de 15 000 € en 2020 et 2021 est envisagée en prévoyant une moindre baisse de la population (dans la mesure où les références INSEE sont celles du recensement N-3).

Evolution dotation forfaitaire de 2012 à 2021 :

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Montant théorique avant ponctions	2 260 468	2 208 026	2 166 702	2 024 222	1 608 326	1 217 359	954 916	889 986	818 386	758 386
Contribution au redressement des finances publiques (2014 à 2017)			-141 223	-354 025	-356 115	-170 524				
Ecrêtement de 3 % sur la dotation N-1 car PF/hbt >0,75 fois le PF moyen				-60 764	-48 250					
Ecrêtement avec un plafond de 1 % des RRF de N-1 car PF/hbt > 0,75 fois le PF moyen (LF 2017)						-64 474	-45 456	-45 000	-45 000	-45 000
Ponction à cause de la baisse de la population (ou majoration si hausse)				-1 107	13 398	-27 445	-19 474	-26 600	-15 000	-15 000
Nouvelle contribution aux 13 milliards d'économies								0	0	0
Montant reçu	2 260 468	2 208 026	2 025 479	1 608 326	1 217 359	954 916	889 986	818 386	758 386	698 386
Baisse annuelle		-52 442	-182 547	-417 153	-390 967	-262 443	-64 930	-71 600	-60 000	-60 000
Baisse cumulée		-52 442	-234 989	-652 142	-1 043 109	-1 305 552	-1 370 482	-1 442 082	-1 502 082	-1 562 082

Hypothèse selon laquelle la Ville ne serait pas concernée par la contribution aux 13 milliards d'économies.

B 2 Les subventions

En 2018, les subventions perçues à hauteur de 813 694 € ont baissé de plus de 13% en raison de :

- la fermeture des piscines municipales : les participations des collèges et lycées sont désormais perçues par MC progressivement avec un décalage dans le temps
- l'impact de la gestion unifiée du personnel : les aides liées aux emplois d'avenir figurent désormais dans le chapitre des produits d'exploitation (chapitre 70).

Prévision 2019 : **752 850 €**

Une évolution de **0%** par an des subventions est prévue pour les années suivantes.

B 3 Les allocations compensatrices versées par l'Etat

Pour rappel, la loi de finances 2018 a supprimé totalement et définitivement l'allocation compensatrice de TP (dotation unique des compensations spécifiques de TP)

Les allocations compensatrices de TFB et TFNB sont très faibles.

Les allocations compensatrices de TH de 2019 doivent correspondre au produit des bases de TH exonérées de 2018 auxquelles est appliqué le taux de TH de 1991 (10.41%).

En outre, la loi de finances 2019 prévoit de transformer le dégrèvement exceptionnel de TH dont devaient bénéficier certains contribuables (dit la « demi-part des veuves ») en exonération au titre de 2018 en ajoutant aussi le dégrèvement de la contribution à l'audiovisuel.

Cette mesure représente un coût total de 77 millions d'euros dont 56 millions à la charge des collectivités et devra donc donner lieu à une compensation partielle de la part de l'Etat en 2019.

	2016	2017	2018	Estimation 2019	Estimation 2020	Estimation 2021
TH (personnes de condition modeste)	171 916	247 258	264 124	260 000	260 000	260 000
TFB	10 893	4 954	5 194	5 000	5 000	5 000
TFNB	8 224	7 631	6 667	6 500	6 500	6 500
TP/CFE (Dotation unique spécifique TP)	31 805	9 899	0	0	0	0
	222 838	269 742	275 985	271 500	271 500	271 500

B 4 Les Dotations DSU-DSR-DNP (autres composantes de la DGF)

La prospective prévoit quasiment une reconduction des montants perçus en 2018 pour les années 2019 à 2021 :

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Dotation de solidarité urbaine (DSU)	113 555	131 810	141 532	145 000	145 000	145 000
Dotation de solidarité rurale (DSR)	223 753	253 414	261 943	265 000	265 000	265 000
Dotation Nationale de péréquation (DNP)	5 954	7 145	8 574	8 500	8 500	8 500
TOTAL	343 262	392 369	412 049	418 500	418 500	418 500

Au total, l'estimation du chapitre 74 des subventions et participations en 2019 s'élève à 2 275 900 €.

C/ EVOLUTION DES AUTRES RECETTES DE FONCTIONNEMENT :

C 1 Les Produits d'exploitation (chapitre 70)

Ce chapitre est fortement impacté en 2019 par :

- la mise en place de la gestion unifiée du personnel au 1^{er} janvier 2018 avec Mayenne Communauté en tant qu'employeur : la Ville a perçu pour la dernière fois en 2018 le remboursement par MC d'une part, du coût des agents de la Ville mis à disposition de MC en 2017 et d'autre part, du coût des heures de services techniques de la Ville de 2017.
- la fermeture de la piscine Robert Buron le 9 février 2018 qui a encore généré des entrées pour la Ville pendant 6 semaines en 2018.
- La baisse des tarifs du restaurant municipal pour les repas fournis au CCAS.

En 2018, la Ville a perçu 2 700 215 € de produits d'exploitation.

Prévision 2019 : **1 725 307 €** (-36% par rapport au réalisé de 2018)

Une évolution de **2%** par an est prévue pour ces produits d'exploitation.

C 2 Les Produits domaniaux (chapitre 75)

Prévision 2019 : **308 400 €** (-10% par rapport au réalisé de 2018) compte tenu notamment de la baisse de loyers consentie à Agitato Formation.

Une évolution de **0%** par an de ce chapitre produits domaniaux est prévue pour les années suivantes.

D/ SYNTHÈSE DES RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT 2019 COMPAREES AUX PREVISIONS ET REALISE 2018 :

Chapitres recettes		Prévisions 2018	Réalisé 2018	Prévisions 2019
73	Impôts et taxes	12 151 399	12 140 667	12 267 433
74	Subventions et participations	2 375 680	2 406 861	2 275 900
70	Produits d'exploitation	2 747 847	2 700 215	1 725 307
75	Produits domaniaux	290 150	343 790	308 400
	Autres recettes	191 901	349 281	198 550
	TOTAL	17 756 977	17 940 814	16 775 590

II L'EVOLUTION DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

A/ LES CHARGES A CARACTERE GENERAL (chapitre 011)

A noter qu'à ce stade du ROB, aucun crédit n'est inscrit au titre du contrat de performance énergétique relatif principalement à l'éclairage public pour lequel les négociations sont en cours. Ainsi, les prévisions de ce chapitre pour les exercices de 2019 à 2021 seront majorées lorsque les conditions du marché seront connues.

Ce chapitre subit une hausse de l'ordre de 14% par rapport au réalisé de 2018 en raison notamment :

- de la mise en place du nouveau transport urbain à partir de septembre 2018 : en 2019, l'impact sur 8 mois supplémentaires représente une hausse d'environ 144 000 €
- de l'adhésion au service commun jeunesse : 40 912 €
- des prestations pour l'installation des stands et pose de moquette lors de manifestations : 60 000 €

Les dépenses de ce chapitre enregistrent globalement une hausse de 529 290 € par rapport au réalisé de 2018.

Prévision 2019 : **4 205 475 €**.

Une hypothèse d'évolution de **2%** par an est envisagée pour ce chapitre en 2020 et 2021.

B/ LES CHARGES DE PERSONNEL (chapitre 012)

L'année 2019 correspond à la deuxième année de mise en oeuvre de la gestion unifiée du personnel avec Mayenne Communauté comme employeur unique. Ainsi, la Ville de Mayenne effectue un remboursement chaque mois à Mayenne Communauté suivant le pourcentage affecté à chaque agent de son temps de travail de la Ville.

Désormais, la Ville n'a plus de remboursement à effectuer à MC au titre des charges de personnel de la convention de mise à disposition globale du personnel devenue caduque (dernier remboursement en 2018 au titre de 2017).

De plus, contrairement à 2017 et 2018, la Ville n'a plus de remboursement à MC pour les charges de personnel de la piscine compte tenu de la mutation des agents le 1^{er} janvier 2017.

En 2019, les charges de personnel de la Ville vont être impactées par le PPCR (Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations).

Prévision 2019 : **8 623 800 €** (soit 2.07% par rapport au réalisé 2018)

Pour les années suivantes, une hypothèse d'évolution des charges de personnel de **2%** par an est envisagée.

C/ LES SUBVENTIONS ET LES AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE (chapitre 65) et ATTENUATIONS DE PRODUITS (chapitre 014)

C 1 Le contingent SDIS (chapitre 65)

En 2019, le contingent s'élève à **420 468 €** et enregistre une progression de 2.05% par rapport à 2018.
 Pour les années suivantes, une évolution de **2%** par an est prévue.

C 2 La subvention au CCAS (chapitre 65)

En 2018, la subvention versée au CCAS a été portée de 440 000 € à 510 000 €.
 Pour 2019, à ce stade, la prévision serait ramenée à **480 000 €**.

Par la suite, une évolution de **1%** par an est prévue.

C 3 Les subventions aux associations (chapitre 65)

En 2018, les subventions aux associations se sont élevées à 755 672 €.

Prévision 2019 : **803 236 €** (+6.29 % par rapport au réalisé 2018)

Cette progression s'explique notamment par la décision d'accorder une subvention supplémentaire de 35 000 € à l'association Les Possibles pour la mise en place d'un centre social itinérant numérique à destination de l'ensemble des quartiers de Mayenne.

Evolution de 0% par an de 2020 à 2021.

C 4 les autres charges de gestion courante

On trouve à ce poste notamment les indemnités des élus.

Prévision 2019 : **215 295 €**

Evolution de **1%** par an de 2020 à 2021.

C 5 la contribution au FPIC (chapitre 014)

A noter que depuis la loi de finances 2018, l'enveloppe du FPIC au niveau national est figé à 1 milliard d'euros.

La loi de finances 2018 avait aussi relevé le seuil du prélèvement qui était passé de 13% à 13,5% des recettes fiscales agrégées de l'ensemble intercommunal.

La loi de finances 2019 a de nouveau relevé ce seuil du prélèvement désormais fixé à 14% des recettes fiscales et quasi-fiscales.

En 2016, le territoire de MC n'était pas contributeur au FPIC donc la Ville de Mayenne ne contribuait pas.

En 2017, le territoire est devenu contributeur et la Ville a dû contribuer à hauteur de 27 825 € puis 44 699 € en 2018.

Ce dernier montant est reconduit chaque année dans la prospective.

	Répartition de droit commun					
	2016	2017	2018	Estimation 2019	Estimation 2020	Estimation 2021
Perception du FPIC	179 817	150 930	159 683	159 683	159 683	159 683
Contribution au FPIC	0	27 825	44 699	44 700	44 700	44 700
Solde du FPIC	179 817	123 105	114 984	114 983	114 983	114 983

Au total, l'estimation de ces deux chapitres de dépenses s'élève en 2019 à 1 963 899 €

D/ LES INTERETS DE LA DETTE (chapitre 66)

La Ville n'ayant pas contracté de nouveaux emprunts, le montant des intérêts poursuit sa baisse : - 13.42% en 2019 soit une prévision au BP 2019 : **255 874 €**.

Les taux courts devraient ainsi rester bas à court et moyen terme et permettre de payer peu de frais financiers. La reprise de la croissance et de l'inflation, devraient quant à elles se traduire par une remontée très progressive des taux longs.

E/ SYNTHÈSE DES DÉPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT 2019 COMPAREES AUX PREVISIONS ET REALISE 2018 :

Chapitres dépenses		Prévisions 2018	Réalisé 2018	Prévisions 2019
"011	Charges à caractère général	4 194 810	3 676 185	4 205 475
"012	Charges de personnel	8 593 930	8 448 835	8 623 800
65	Subventions et autres charges de gestion courante	1 936 522	1 902 729	1 918 999
"014	Atténuations de produits	53 499	52 847	53 600
67	Charges exceptionnelles	13 820	13 326	11 300
66	Intérêts de la dette	300 000	285 918	255 874
TOTAL		15 092 581	14 379 840	15 069 048

F/ RISQUE ENCOURU AVEC UN SATELLITE DE LA VILLE

La Ville de Mayenne présente une **dette garantie** importante : **10 253 000 €** au 1^{er} janvier 2018.

Pour l'association Copainville, la garantie a déjà été mise en œuvre.

En conséquence, des provisions ont été constituées en 2014 de 99 965 € pour le prêt Crédit Foncier et en 2016 de 256 850 € au titre des 3 emprunts CDC.

PARTIE II– LES ORIENTATIONS : ANALYSE PROSPECTIVE

I L'EVOLUTION DES DEPENSES ET DES EFFECTIFS

A/ LES EFFECTIFS DE LA VILLE

La mise en place de la gestion unifiée du personnel impacte fortement la présentation du budget des RH. En effet, l'effectif de la Ville de Mayenne au 1^{er} janvier 2019 est de 0. Tous les agents ont été transférés à Mayenne Communauté le 1^{er} janvier 2018. Cependant, la Ville continue ses activités et rembourse ses charges de personnel à Mayenne Communauté selon la convention signée en décembre 2017 et revue en fin d'année 2018 entre les deux parties.

Cette convention distingue les services exclusifs Mayenne Communauté et les services partagés Ville de Mayenne et Mayenne Communauté.

Les Agents affectés aux services **exclusifs de la Ville de MAYENNE** interviennent uniquement dans le champ des compétences ou missions de la Ville de MAYENNE. Ils sont dénommés « **services exclusifs de la Ville de MAYENNE** » .

- Relations avec le public - recensement
- Pompes funèbres
- Cimetière
- Crématorium
- Eau et assainissement collectif
- Affaires scolaires
- Restaurant
- Sports
- Maison de la Petite Enfance
- ALSH courte échelle
- ALSH Planet'Mômes
- Stades
- ASVP
- Agents mis à disposition de l'Association Les Possibles

Les Agents affectés aux **services partagés** interviennent pour des missions communes ou compétences partagées à MAYENNE COMMUNAUTÉ et la Ville de Mayenne. Ils sont dénommés « **services partagés** » :

- Aménagement de l'espace
- Cabinet
- Communication
- Direction générale
- Finances
- Ressources humaines hygiène et sécurité
- Commande publique
- Assurance
- Accueil Hôtel de Ville et Communautaire
- Informatique
- Bureau d'études aménagement
- Bureau d'études Bâtiment
- Service bâtiment - magasin
- Service voirie - garage
- Service espaces verts
- Service Propreté urbaine
- Service mobilité logement
- Service techniques administratif
- Entretien des locaux
- Economie d'énergie
- Mission économique

Les Agents affectés aux **services communs** de MAYENNE COMMUNAUTÉ, intervenant pour la Ville de MAYENNE et pour d'autres Communes de MAYENNE COMMUNAUTÉ :

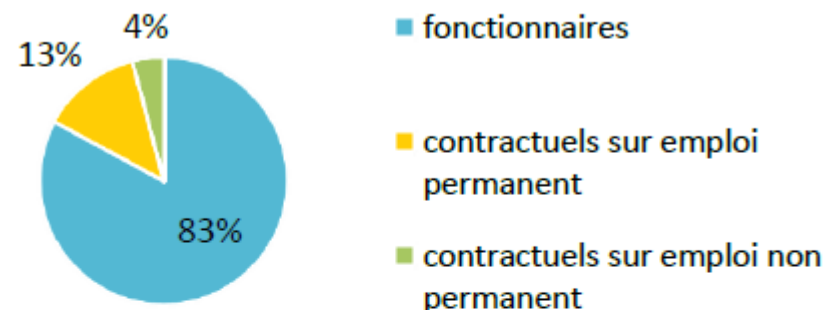
- Service autorisation droit des sols
- Service commun jeunesse

Extrait du bilan social de la Ville au 31/12/2017

— Effectifs

➔ 229 agents employés par la collectivité au 31 décembre 2017

- > 190 fonctionnaires
- > 30 contractuels sur emploi permanent
- > 9 contractuels sur emploi non permanent



➔ Précisions sur les CDI, emplois aidés et saisonniers ou occasionnels

- ⇒ Aucun agent contractuel permanent en CDI
- ⇒ 1 agent contractuel sur emploi non permanent recruté dans le cadre d'un emploi aidé
- ⇒ 78 % des agents contractuels sur emploi non permanent recrutés en tant que saisonniers ou occasionnels

➔ 243,3 agents en Equivalent Temps Plein Rémunéré (ETPR) sur l'année 2017

- > 186,4 fonctionnaires
- > 37,1 contractuels permanent
- > 19,8 contractuels non permanent

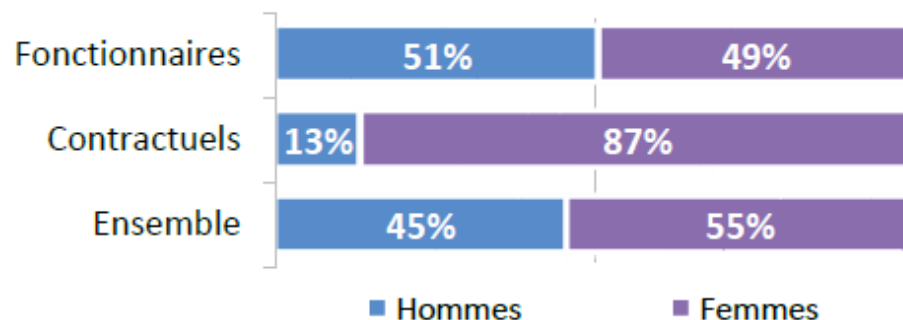
Nombre total d'heures travaillées : **442 788 heures rémunérées en 2017**

— Caractéristiques des agents sur emploi permanent

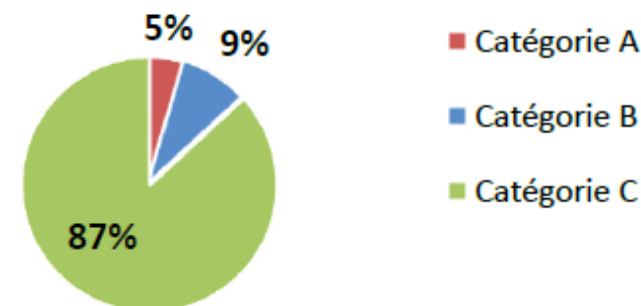
➔ Répartition par filière et par statut

Filière	Titulaire	Contractuel	Tous
Administrative	17%	10%	16%
Technique	64%	13%	57%
Culturelle			
Sportive			
Médico-sociale	16%	17%	16%
Police			
Incendie			
Animation	3%	60%	10%
AOTM			
Total	100%	100%	100%

➔ Répartition par genre et par statut des agents sur emploi permanent



➔ Répartition des agents par catégorie



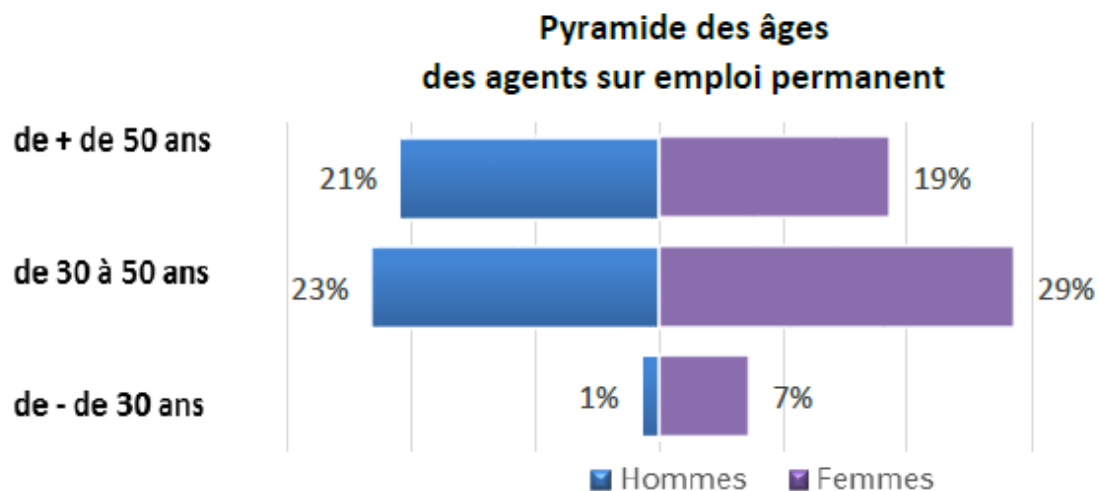
➔ Les principaux cadres d'emplois des agents sur emploi permanent

Cadres d'emplois	% d'agents
Adjointes techniques	49%
Adjointes administratifs	10%
Adjointes territoriaux d'animation	10%
ASEM	7%
Agents sociaux	5%

Pyramide des âges

➔ En moyenne, les agents de la collectivité ont 46 ans

Âge moyen* des agents sur emploi permanent	
Fonctionnaires	47,84
Contractuels permanents	35,83
Ensemble des permanents	46,20
Contractuels non permanents	29,17



* L'âge moyen est calculé sur la base des tranches d'âge

B/ ÉVOLUTION DES DÉPENSES DE PERSONNEL

Les charges du personnel de la Ville de Mayenne (inscrites au chapitre 012) augmentent de 89 639 euros entre le budget prévisionnel 2018 et le budget prévisionnel 2019.

Les prévisions budgétaires 2019 sont réalisées dans un contexte de très forte mobilité professionnelle.

Au-delà, des onze départs à la retraite attendus, de nombreux postes sont actuellement à pourvoir.

Le budget réalisé 2018 ne correspond donc pas à la prévision budgétaire principalement en raison des mobilités professionnelles.

Chapitre 012 CHARGES DE PERSONNEL
Antenne MAYENNE MAYENNE VILLE

Nature	BUDGET 2018 BP PRECEDENT	REALISE 2018 EN COURS	Demande des services 2019
6217 PERSONNEL AFFECTE PAR LA COMMUNE MEMBRE DU GFP			3 000.00
6331 VERSEMENT DE TRANSPORT	7 320.00	7 008.88	9 930.00
6336 COTISATIONS CENTRE NATIONAL ET DE GESTION	104 000.00	99 530.55	106 430.00
64111 REMUNERATION PRINCIPALE	3 909 419.00	3 767 443.55	3 963 410.00
64112 NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL ET INDEMNITE DE RESIDENCE	118 880.00	116 662.88	114 870.00
64118 AUTRES INDEMNITES	676 940.00	602 395.40	640 260.00
64131 REMUNERATIONS NON TITULAIRES	871 140.00	851 707.51	938 470.00
64138 AUTRES INDEMNITES	77 820.00	102 467.34	103 860.00
64162 EMPLOIS D'AVENIR	64 430.00	54 894.14	13 680.00
64168 AUTRES EMPLOIS D'INSERTION		702.03	
6417 REMUNERATIONS DES APPRENTIS	3 300.00	5 666.97	16 030.00
6451 COTISATIONS A L' U.R.S.S.A.F.	890 660.00	855 613.13	920 800.00
6453 COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES	1 288 800.00	1 239 895.80	1 308 210.00
6454 COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C.	49 620.00	46 238.36	41 340.00
6455 COTISATIONS POUR ASSURANCE DU PERSONNEL	105 952.00	109 941.06	73 200.00
6471 PRESTATIONS VERSEES POUR LE COMPTE DU F.N.A.L.	24 470.00	23 381.26	24 850.00
64731 ALLOCATIONS CHOMAGE VERSEES DIRECTEMENT	5 680.00	5 748.64	6 390.00
6474 VERSEMENTS AUX AUTRES OEUVRES SOCIALES	49 504.00	44 201.65	55 800.00
6475 MEDECINE DU TRAVAIL ,PHARMACIE	18 256.00	15 685.30	18 600.00
6488 AUTRES CHARGES	106 500.00	98 409.71	103 200.00
Total Antenne : MAYENNE MAYENNE VILLE	8 372 691.00	8 047 594.12	8 462 330.00

La progression des charges pour 2019 est essentiellement en lien avec la mise en oeuvre du second volet du PPCR (initialement prévu en 2018 et reporté en 2019) ainsi que par les facteurs suivants :

- Revalorisation indiciaire des agents des catégories A, B et C au 1er janvier 2019 et donc augmentation des charges correspondantes
- Reclassement des éducateurs de jeunes enfants en catégorie A au 1er février 2019
- Elections européennes 10 000€ prévus (hors défiscalisation des heures supplémentaires)

La prévision budgétaire comprend également la création d'un poste de secrétariat aux affaires scolaires, mais aussi un renfort au service magasin pour la mise en place d'une nouvelle organisation de sa gestion via l'acquisition d' un logiciel métier.

Compte tenu des difficultés de recrutement rencontrées ces dernières années , il est mis l'accent plus particulièrement sur l'apprentissage.

En effet, Il est prévu de recruter trois apprentis : l'un serait affecté au service espaces verts, le second à la régie bâtiments, le troisième à la « Maison de la petite enfance ». Mayenne Communauté emploierait, pour la Ville de Mayenne, quatre apprentis en comptant celui actuellement en fonction à la restauration municipale.

Les élections européennes, le remplacement des agents en contrat d'avenir, des titulaires partis en disponibilité, par des agents contractuels, ainsi que l'augmentation des grilles de rémunération sont autant d'éléments majorant la masse salariale des agents contractuels.

De plus, la Ville devra supporter cette année des indemnités de licenciement pour invalidité à hauteur de 19 000 euros

Cette prévision budgétaire est également marquée par le recrutement de 2 stagiaires écoles affectés au service RH et au service informatique.

A noter, les éventuelles revalorisations du smic n'ont pas été prises en compte dans cette prévision budgétaire. Or, elles vont provoquer une progression du taux de rémunération de nos agents contractuels.

C/ LE TEMPS DE TRAVAIL

En 2013, le règlement général du temps de travail ainsi que les spécificités de chaque service ont fait l'objet d'une révision. A cette époque il a été fait le choix de rester sur les bases de l'accord passé en 2000 avec les organisations syndicales, soit une base horaire annuelle de 1 561h (46 heures de moins que la durée légale des 35 h)

Dans son rapport en 2015, la chambre régionale des comptes a bien noté cette différence mais explique que l'accord étant signé avant le 31 décembre 2000, la collectivité est en droit de continuer cette application.

Bien entendu, cette tolérance est soumise à la politique du gouvernement qui a déjà annoncé que ce sujet serait revu prochainement.

II L'ENSEIGNEMENT DE LA PROSPECTIVE

A/ LES EPARGNES

Ce scénario à taux constants et **sans nouvel emprunt** aboutit aux résultats d'épargnes suivants :

	2016	2017	2018	Estimations 2019	Estimations 2020	Estimations 2021
EPARGNE DE GESTION (recettes - dépenses de fonctionnement hors dette)	3 890 970	3 425 256	4 078 537	2 212 416	2 063 402	1 901 896
EPARGNE BRUTE (épargne de gestion - intérêts)	3 491 593	3 078 998	3 783 004	1 956 542	1 844 326	1 719 206
EPARGNE NETTE (épargne brute - capital)	1 839 965	1 460 395	2 299 184	599 768	453 116	561 415
		-20,63%	57,44%	-73,91%	-24,45%	23,90%

- Les **3 épargnes** subissent une baisse entre 2016 et 2017 avec notamment une baisse de 20.63% de l'épargne nette.
- En 2018, on constate une très nette amélioration des 3 épargnes, ainsi l'épargne nette progresse de 57% grâce notamment à la poursuite du désendettement (*réduction de 157 000 € de remboursement du capital en 2018*).

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
REMBOURSEMENT EN CAPITAL	1 812 916	1 651 628	1 640 760	1 483 820	1 356 774	1 391 210	1 157 791

- A partir de 2019, les 3 épargnes se dégradent brutalement à cause de l'effet ciseau très marqué en 2019 caractérisé par :
 - une baisse des recettes de fonctionnement de 6.48%
 - et une hausse des dépenses de fonctionnement de 4.70%.
- Rappelons que ce scénario ne prévoit pas de nouvel emprunt et aucun crédit relatif au futur marché de performance énergétique n'est inscrit.

- Le **ratio de taux d'épargne brute** représentant la part des recettes de fonctionnement que la Ville dégage pour financer la section d'investissement se situe à un très bon niveau en 2018 mais à partir de 2019 il atteint un niveau un peu faible en dessous du taux de 12% qui correspond à l'entrée dans une zone critique.

EVOLUTION DU TAUX D'EPARGNE BRUTE							
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
RATIO TAUX D 'EPARGNE BRUTE	17,07%	18,95%	16,89%	21,09%	11,66%	10,97%	10,16%

B/ L'INVESTISSEMENT

Préambule :

En 2019, la Ville bénéficie d'un **résultat de fonctionnement reporté de 2018 de 4 578 365 €** dont 592 000 € sont nécessaires pour permettre le mandatement des dotations aux amortissements (montant net).

Le reste (3 986 365 €) peut être réparti entre d'une part, 1 986 365 € pour les besoins de trésorerie et d'autre part, **2 000 000 € pour autofinancer les dépenses d'investissement.**

A titre d'information, la somme de 1 986 365 € correspond seulement à 43 jours de dépenses réelles de fonctionnement et de remboursement de la dette.

Ce scénario est élaboré :

- avec un maintien des taux de taxe habitation et taxes foncières jusqu'en 2021
- sans nouvel emprunt et sans crédit inscrit pour le marché de performance énergétique de 2019 à 2021

La méthode consiste donc à déterminer dans ces conditions la capacité à investir au regard de nos recettes d'investissement dont l'épargne nette.

Détermination de la capacité à investir

	2019	2020	2021	
Subventions d'équipement versées ou fonds de concours	4 132 153	1 280 954	921 543	Capacité à investir
Acquisitions				
Travaux				
DEPENSES D'INVESTISSEMENT dont en 2019 1 132 385 € de crédits reportés de 2018	4 132 153	1 280 954	921 543	6 334 650
Subventions : crédits reportés de 2018	660 414			
Subventions				
FCTVA (16,404% X dépenses investissement de N-1) sauf subv équipement	250 000	677 838	210 128	
Taxe d'aménagement	120 000	120 000	120 000	
Amendes de Police	30 000	30 000	30 000	
Part du résultat fonctionnement 2018 affecté pour financer le solde des crédits reportés	471 971			
Autofinancement disponible	2 000 000			
Epargne nette	599 768	453 116	561 415	
RECETTES D'INVESTISSEMENT	4 132 153	1 280 954	921 543	

Selon les conditions de ce scénario (pas de nouvel emprunt et pas de crédit inscrit pour le marché de performance énergétique),

la capacité à investir de la Ville s'élèverait à environ 4 130 000 € pour l'exercice 2019 intégrant les 1 132 385 € de crédits reportés de 2018.

A partir de 2020, dans la mesure où la Ville dégagerait une épargne nette d'environ 500 000 € par an, sa capacité à investir serait limitée à 1 280 000 € en 2020 et 921 000 € en 2021.

C/ L'ENDETTEMENT

EVOLUTION DE LA DETTE VILLE

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
ENDETTEMENT AU 1/01	18 630 462	16 820 720	14 101 190	12 449 562	10 808 802	9 346 913	7 990 139	6 598 929
NOUVEAUX EMPRUNTS	0 000	0 000	0 000	0 000	0 000	0 000	0 000	0 000
REMBOURSEMENT EN CAPITAL	1 809 742	1 812 916	1 651 628	1 640 760	1 483 820	1 356 774	1 391 210	1 157 791
Transfert emprunt musée à MC		906 614						
ENDETTEMENT AU 31/12	16 820 720	14 101 190	12 449 562	10 808 802	9 324 982	7 990 139	6 598 929	5 441 138
EPARGNE BRUTE APRES CHARGES INDUITES	3 562 656	3 243 063	3 491 593	3 078 998	3 783 004	1 956 542	1 844 326	1 719 206
RATIO DE DESENDETTEMENT (en années)	4,72	4,35	3,57	3,51	2,46	4,08	3,58	3,16

Selon les conditions de ce scénario, le **ratio de désendettement** demeure très satisfaisant, en 2019, Il faudrait 4 ans à la Ville pour rembourser son encours de dette si elle affectait l'intégralité de son épargne brute à ce remboursement.

A noter que ce ratio reste à un niveau correct malgré la baisse importante de l'épargne brute étant donné, qu'en parallèle, l'encours de dette diminue significativement de 2018 à 2021 passant de 10,8 M à 6,6 M.

Par conséquent, avec un scénario de réalisation d'un nouvel emprunt pour notamment financer les investissements liés au marché de performance énergétique, ce ratio de désendettement augmentera mécaniquement.

Comme on l'a vu précédemment, on constate qu'actuellement, le niveau de notre **épargne brute** demeure faible au regard du capital à court terme que doit rembourser la Ville, ce qui entraîne une **épargne nette** relativement faible (par exemple 453 000 € en 2020).

En conséquence, ce faible montant d'autofinancement limite la capacité à investir de la Ville jusqu'à ce que le désendettement soit davantage accentué.

D/ LE PROFIL D'EXTINCTION DE LA DETTE

Année	CRD début d'exercice	Capital amorti	Intérêts	Échéance	CRD fin d'exercice
2018	10 808 802	1 461 890	295 076	1 756 966	9 346 913
2019	9 346 913	1 356 774	255 873	1 612 647	7 990 139
2020	7 990 139	1 391 210	219 075	1 610 285	6 598 929
2021	6 598 929	1 157 790	182 690	1 340 480	5 441 139
2022	5 441 139	1 029 814	155 073	1 184 888	4 411 324
2023	4 411 324	1 058 367	126 334	1 184 701	3 352 958
2024	3 352 958	899 351	98 691	998 042	2 453 607
2025	2 453 607	853 096	73 517	926 613	1 600 511
2026	1 600 511	575 426	49 930	625 357	1 025 084
2027	1 025 084	387 824	31 532	419 356	637 260
2028	637 260	238 566	19 217	257 784	398 693
2029	398 693	187 145	10 360	197 505	211 548
2030	211 548	51 204	4 026	55 230	160 345
2031	160 345	51 083	3 025	54 108	109 262
2032	109 262	38 209	2 035	40 244	71 053
2033	71 053	11 510	1 536	13 046	59 542
2034	59 542	10 200	1 251	11 452	49 342
2035	49 342	10 513	1 004	11 516	38 829

Dès lors que la Ville présente une épargne brute faiblement supérieure au capital à rembourser, elle disposera de peu d'autofinancement et donc d'une capacité à investir modérée.

Ainsi, la Ville devrait à la fois poursuivre sa politique de désendettement encore quelques années et améliorer son niveau d'épargne de gestion.

PARTIE III – L'EVOLUTION DES BUDGETS ANNEXES

A/ Le budget annexe des pompes funèbres

A 1 - La section de fonctionnement

Le budget 2019 des pompes funèbres s'équilibrera après la reprise du résultat à hauteur de **1 097 557 €**. Il se présentera en diminution par rapport au budget 2018 (- 4,4%) malgré la reprise d'excédent n-1 favorable au budget 2018 de + 41 994 €. Cette variation s'explique essentiellement sur les recettes du fait de l'ajustement du budget 2019 au réalisé 2018 en matière de prestations et de locations funéraires (- 67 442 €).

Les dépenses d'exploitation enregistrent avant virement à la section d'investissement une diminution de 2,5% qui s'explique par la charge exceptionnelle inscrite en 2018 pour régulariser les créances prescrites à la demande du comptable. L'équilibre de la section permet d'autofinancer à hauteur de 342 685 € la section d'investissement.

A 2 - La section d'investissement

La section d'investissement 2019 se chiffrera à **441 315 €** après reprise du déficit d'investissement 2018 (13 958,54 €). Les recettes seront constituées des opérations d'ordre liées aux amortissements des biens pour 84 672 €, du virement de la section de fonctionnement pour 342 685 € et de l'excédent de fonctionnement capitalisé pour 13 958,42 €.

En dépenses d'investissement, sont prévus le remboursement du capital de la dette pour 65 000€ (dépense stable), des acquisitions pour 4 810 € et des travaux pour 328 546 €. Ces dépenses ne sont à ce stade pas affectées.

B/ Le budget annexe du crématorium

B1 - La section de fonctionnement

Le budget 2019 bénéficie d'un résultat de clôture 2018 excédentaire de 1 545 660 €. Cette recette sera complétée des recettes liées à la facturation des crémations à hauteur de 440 000 € et d'un crédit de 6 001 € constituée de la reprise des déchets métalliques.

L'évolution des dépenses de fonctionnement entre le budget 2018 et le budget 2019 montre une augmentation de 16% en lien avec la dépense nouvelle de location des modulaires pendant les travaux de la salle de recueillement, budgétée à hauteur de 55 000 €. Au total, les charges de fonctionnement atteignent 333 900 € (hors virement à la section d'investissement) dont 15 000 € inscrits en dépenses imprévues. Après enregistrement des recettes et des dépenses, notre budget de fonctionnement 2019 présente un équilibre à **1 991 661 €**. L'autofinancement dégagé par la section de fonctionnement pour financer la section d'investissement ressort à 1 657 761 €.

B2 - La section d'investissement

En dépenses, seront budgétés le remboursement en capital de la dette pour 29 000 € et les travaux et acquisitions programmés dans le cadre de l'extension rénovation de la salle de recueillement du crématorium. Les recettes d'investissement comprennent le résultat d'investissement excédentaire de 2018 de 41 826 €, le virement de la section de fonctionnement de 1 657 761 € et les amortissements de 54 300 €.

Au total, la section d'investissement s'équilibrera pour un montant de **1 763 548 €**.

C/ Le budget annexe eau et assainissement

C1 - La section de fonctionnement

Les recettes d'exploitation sont budgétées pour 490 100 €, augmentées des opérations d'ordre, elles aboutissent à un total de recettes inscrites à la section de fonctionnement de 535 100 € (hors reprise d'excédent 2018). Ces recettes enregistrent une baisse par rapport à celles inscrites au budget 2018 de -2,1%. Mais, compte tenu du niveau de la reprise de l'excédent 2018 (en progression de 109 606 € par rapport à celui de 2017), le budget 2019 progresse de 10% pour atteindre l'équilibre à **1 306 782 €**.

Les surtaxes eau et assainissement au titre de l'année 2019 seront budgétées à hauteur de 485 000 € : 195 000 € au titre de la surtaxe eau et 290 000 € au titre de la surtaxe assainissement. Elles sont inscrites en référence aux montants réalisés en 2018 dans la mesure où les tarifs 2019 sont inchangés par rapport à l'an passé.

Au niveau des dépenses de la section d'exploitation, tous les postes sont maintenus à leurs niveaux de 2018 à l'exception de celui des subventions en diminution de 98 686 €. Cette dépense était inscrite en 2018 pour couvrir le fonds de concours à Mayenne Communauté dans le cadre des travaux en eaux usées et eau potable des abords du pôle santé. Du fait de la baisse des dépenses de fonctionnement, le résultat prévisionnel propre à l'exercice 2019 s'améliore par rapport à celui de 2018 (+ 110 000 €).

C2 - La section d'investissement

L'excédent prévisionnel d'exploitation 2018 s'élève à 625 522 €, il constituera l'autofinancement prévisionnel et contribuera à financer les dépenses d'investissement. Ces dernières seront constituées du remboursement en capital de la dette pour 88 200 €, d'opération d'ordre pour 45 000 € et de travaux pour 996 222 €. Sont programmés des travaux Boulevard Anatole France ayant fait l'objet d'un vote de crédits anticipés pour 290 000 € (Conseil du 20/12/18), des travaux rue du Prieuré de Berne en eau potable pour 70 000 €, des travaux en lien avec le schéma directeur d'eaux usées tel que le réaménagement de la collecte d'eaux usées du secteur Jeanne d'Arc (301 816 €), des crédits pour permettre le repérage des réseaux avant travaux à hauteur de 30 000 € ainsi que des crédits de 211 456 € pour accompagner le concessionnaire dans ses travaux. Le financement de ces travaux sera assuré notamment par le fonds départemental à hauteur de 175 900 €. La section d'investissement 2019 s'équilibrera à **1 255 368 €** après reprise anticipée du résultat 2018 (excédentaire de 62 525,92 €) et intégration des reports 2018 (47 808,50 € en recette et 125 946,69 € en dépenses).